

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société HIGHLANDS II BEAUVAIS
Commune de Beauvais**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2009 délivré à la société ALPHA DIRECT SERVICES pour l'exploitation d'un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2021 délivré à la société ALPHA DIRECT SERVICES, notamment les articles 1.5.1, 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 :

Article 1.5.1 :

« Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

(...) »

Article 8.3.6 : Équipements importants pour la sécurité des installations

« (...)

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sécurité des installations, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

(...)

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

(...) »

Article 8.6.4 : Moyens de lutte contre l'incendie

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
– d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.3 ;
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- 5 poteaux incendie sur le site, 2 poteaux en extérieur (voie publique), d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir. Le débit total des poteaux d'incendie situés à moins de 200 m doit être de 300 m³ pour 2 heures. Le débit unitaire de chaque poteau est de 60 m³/h. Le réseau des poteaux d'incendie est branché sur le réseau public ;

- 2 réserves d'eau de 460 m³ alimentées par les eaux pluviales de toiture, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;

- de 2 installations d'extinction automatique d'incendie alimentées chacune par 1 réserve d'eau de capacité unitaire de 500 m³ ; les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Les installations d'extinction automatique assurent la protection des 5 cellules de stockage et des locaux de charge de batteries ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état. »

Article 8.6.6 : Vérification

« L'ensemble des moyens de secours doit être régulièrement contrôlé au moins une fois par an, et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de vérification triennale du système d'extinction automatique du 10 octobre 2022 par la société CSEI ;

Vu le rapport de vérification annuelle des extincteurs réalisée le 24 novembre 2023 par la société CHUBB SICLI ;

Vu le courrier du 12 avril 2024 envoyé par l'exploitant informant d'un changement d'exploitant au profit de la société HIGHLANDS II BEAUVAIS à compter du 15 avril 2024 ;

Vu le rapport de la vérification annuelle du système d'extinction automatique du 4 novembre 2024 par la société ATSI ;

Vu le rapport de la vérification annuelle semestrielle du 8 novembre 2024 par la société ATSI ;

Vu le rapport de la vérification du parc RIA réalisée le 18 décembre 2024 par la société ABAFLAM ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 21 août 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 1er août 2025, l'inspection a constaté que :

- Le registre de sécurité indique que la dernière vérification des extincteurs du site a eu lieu le 24 novembre 2023 par la société CHUBB SICLI ;
- Il n'y a donc pas eu de vérification du parc extincteurs du site depuis plus d'un an ;
- Par conséquent, la fréquence de vérification des extincteurs n'est pas respectée ;
- Le rapport de contrôle des RIA du 18 décembre 2024 par la société ABAFLAM indique des non-conformités qui n'ont pas été levées ;
- Par conséquent, l'ensemble des RIA n'est pas maintenu en bon état ;
- Le registre de sécurité indique que la dernière vérification du système de détection incendie a eu lieu le 13 février 2023 par la société OEF ;
- Il n'y a pas eu de vérification de la détection incendie depuis plus d'un an ;
- Le dernier rapport de vérification du système de détection incendie indique 3 points hors service ;
- Il n'y a pas eu d'intervention pour la remise en état de ces points ;
- Par conséquent, le système de détection incendie n'est pas vérifié à bonne fréquence et n'est pas maintenu en bon état ;
- Le registre de sécurité indique que les dernières vérifications semestrielles du système d'extinction incendie ont eu lieu les 10 mai 2023 et 8 novembre 2024 ;
- Les vérifications semestrielles ne sont donc pas réalisées tous les 6 mois ;
- Les non-conformités présentes dans les rapports de vérification du système d'extinction automatique des 10 octobre 2022, 4 novembre 2024 et 8 novembre 2024 susvisés n'ont pas été levées ;
- Par conséquent, le système d'extinction automatique n'est pas maintenu en bon état ;
- La dernière vérification périodique des portes coupe-feu du 7 octobre 2024 a mis en évidence des anomalies susceptibles de les empêcher d'assurer leur fonction en cas d'incendie ;
- Par conséquent, ces portes ne sont pas en bon état ;

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté du 25 février 2021 susvisé ;

3. Lors de la visite d'inspection du 1er août 2025, l'inspection a constaté que des modifications avaient été réalisées sur le site, notamment la mise en place de 2 mezzanines, sans avoir fait l'objet de porter à connaissance au préfet ;

4. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.5.1 de l'arrêté du 25 février 2021 susvisé ;

5. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société HIGHLANDS II BEAUVAIS de respecter les prescriptions et dispositions des articles 1.5.1, 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté du 25 février 2021 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS, exploitant un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de disposer d'extincteurs maintenus en bon état, dans leur intégralité conformément aux dispositions des articles 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS exploitant un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de disposer de Robinets Incendie Armés maintenus en bon état, dans leur intégralité conformément aux dispositions des articles 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 :

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS exploitant un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de disposer d'un système d'extinction automatique en bon état conformément aux dispositions des articles 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 4 :

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS exploitant un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de disposer de portes coupe feu en bon état et fonctionnelles dans leur intégralité conformément aux dispositions des articles 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 5 :

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS exploitant un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de disposer d'un système de détection automatique vérifié et en bon état conformément aux dispositions des articles 8.3.6, 8.6.4 et 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 6 :

La société HIGHLANDS II BEAUVAIS exploitant un entrepôt sur le territoire de la commune de Beauvais, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de transmettre un porter à connaissance intégrant l'ensemble des modifications apportées sur le site avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 février 2021 susvisé.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 7 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 6 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'autorité préfectorale peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 9 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Beauvais pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Beauvais fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 10 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Beauvais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **16 SEP. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

La société HIGHLANDS II

Le maire de la commune de Beauvais

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France